



Les habitants de l'Aveyron et le projet de réforme territoriale

Sondage de l'Institut CSA pour le Conseil général de l'Aveyron

Juin 2014

Contacts Pôle Opinion – Corporate

Yves-Marie CANN, Directeur en charge de l'Opinion

yves-marie.cann@csa.eu / 01 57 00 59 62

Julie GAILLOT, Directrice d'études

julie.gaillot@csa.eu / 01 57 00 58 94

Tiéfaine CONCAS, Chargé d'études sénior

tiefaine.concas@csa.eu / 01 57 00 58 96

CSA
COMPRENDRE
POUR MIEUX DÉCIDER

Sommaire

Fiche technique **3**

Résultats du sondage **4**

- | | |
|-----------------------------------|----|
| 1. L'attachement au département | 6 |
| 2. La proximité | 8 |
| 3. La réforme territoriale | 12 |
| 4. La réforme dans le département | 18 |

Principaux enseignements **22**

Fiche technique

Sondage exclusif **Institut CSA** pour le **Conseil général de l'Aveyron**



Cible

Echantillon de **506 personnes**, représentatif de la population du département de l'Aveyron âgée de 18 ans et plus.



Constitution des échantillons

La représentativité de l'échantillon est assurée par **la méthode des quotas** (sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée après stratification géographique). Les quotas d'enquête ont été établis à partir des données statistiques INSEE les plus récentes : recensement de la population labellisé 2010.



Modes de recueil

Recueil **par téléphone** (système CATI).



Dates de terrain

Du 3 au 5 juin 2014

Dans ce rapport, lorsque la somme des pourcentages est différente de 100%, cela s'explique :

- *Soit par le fait que les interviewés pouvaient citer plusieurs réponses (dans ce cas la somme des pourcentages est supérieure à 100) ;*
- *Soit du fait des « non-réponses » qui n'ont pas toujours été indiquées dans ce rapport afin d'en alléger la lecture (dans ce cas la somme des pourcentages est inférieure à 100).*

Résultats du sondage

Les chiffres clés : ce qu'il faut retenir

84%

DES HABITANTS DU DEPARTEMENT SE DISENT
ATTACHÉS À LEUR DÉPARTEMENT

84%

DES HABITANTS DU DEPARTEMENT FONT AVANT TOUT
CONFIANCE AUX COLLECTIVITÉS LOCALES POUR AMÉLIORER
LEUR QUOTIDIEN

62%

PENSENT TOUTEFOIS QU'UNE RÉFORME DE L'ORGANISATION
ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE EST NÉCESSAIRE

mais **76%**

SONT OPPOSÉS A LA SUPPRESSION DE LEUR DÉPARTEMENT ...

et **73%**

VOUDRAIENT ÊTRE CONSULTÉS PAR RÉFÉRENDUM
SI LE GOUVERNEMENT L'ENVISAGEAIT

1. L'attachement au département

L'attachement aux différentes collectivités locales



QUESTION - Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas du tout attaché ... ?

S/T
Attaché

S/T Pas
Attaché



■ Très attaché ■ Plutôt attaché ■ Plutôt pas attaché ■ Pas du tout attaché

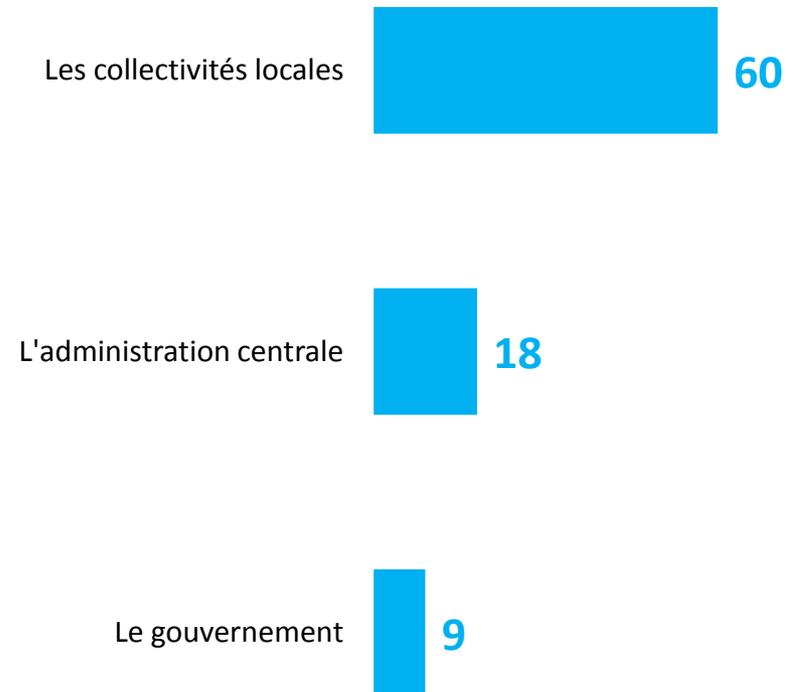
2. La proximité

La confiance dans les institutions publiques pour améliorer son quotidien et gérer l'argent public

 **QUESTION** - Parmi les acteurs suivants, quels sont ceux auxquels vous faites le plus confiance pour améliorer votre quotidien ?
En premier ? En second ?



 **QUESTION** - Parmi les acteurs suivants, quel est celui auquel vous faites le plus confiance pour gérer efficacement l'argent public ?



Les apports perçus de la décentralisation

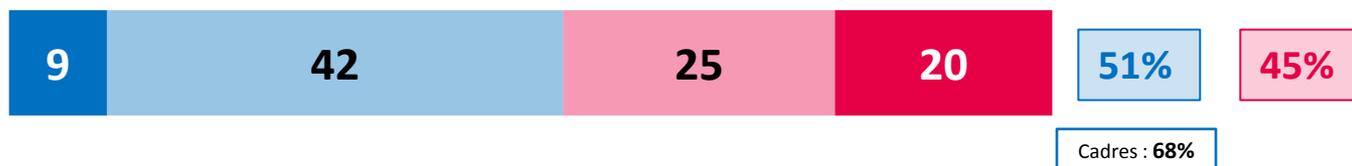


QUESTION - Voici des phrases que l'on peut entendre sur la décentralisation, qui consiste à donner plus de pouvoirs et de responsabilités aux collectivités locales. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord ?
Avec la décentralisation ...

S/T
D'accord

S/T Pas
d'accord

Les services publics sont mieux gérés et plus efficaces



L'égal accès de tous aux services publics est mieux assuré



Les responsables politiques sont davantage à l'écoute des citoyens



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Pas vraiment d'accord ■ Pas d'accord du tout

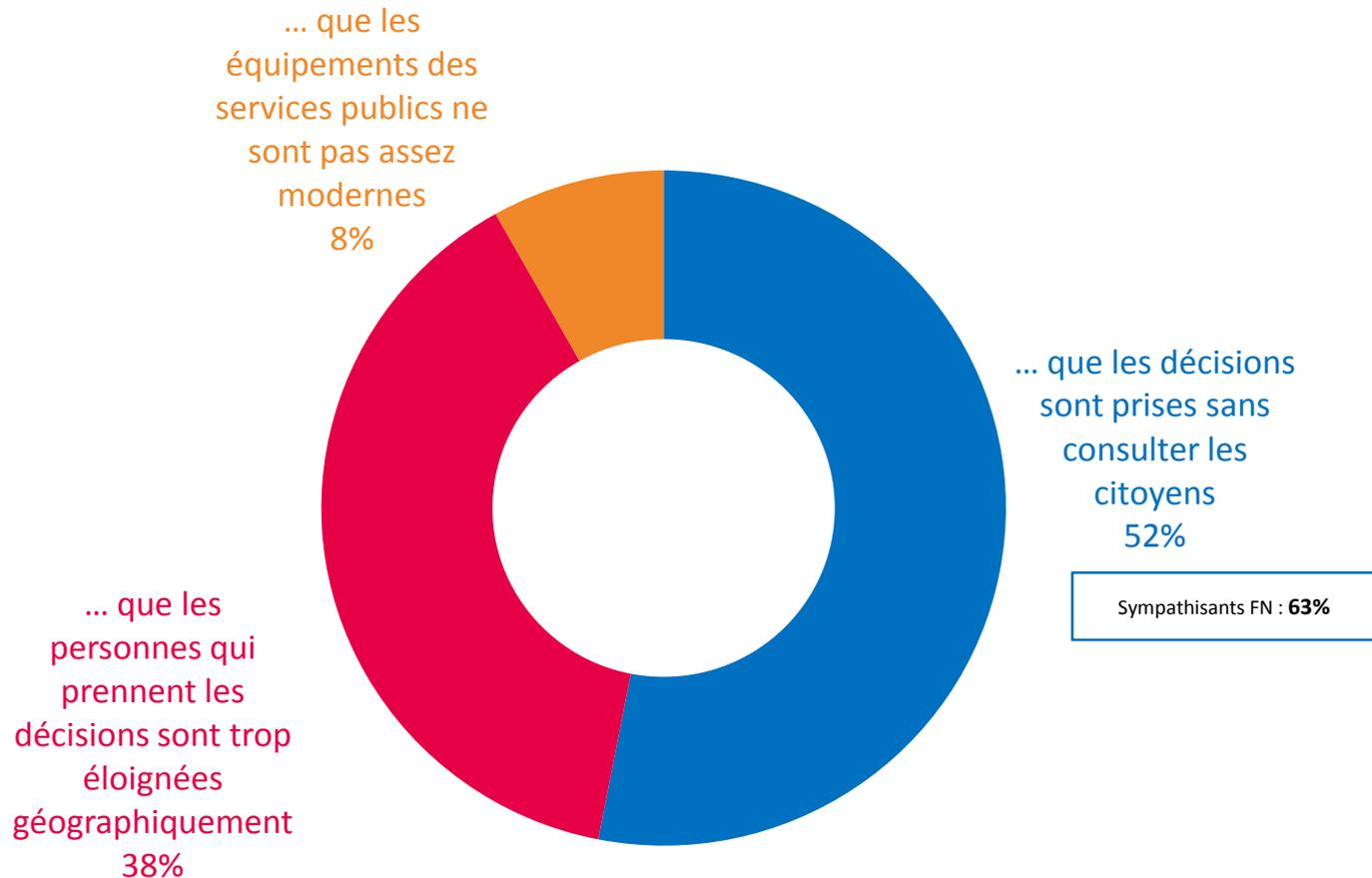


Les habitants de l'Aveyron et le projet de réforme territoriale – Juin 2014

Les raisons du mauvais fonctionnement du système administratif français



QUESTION - On reproche parfois au système administratif français de mal fonctionner. Selon vous, à quoi cela est-il dû ? Au fait ...

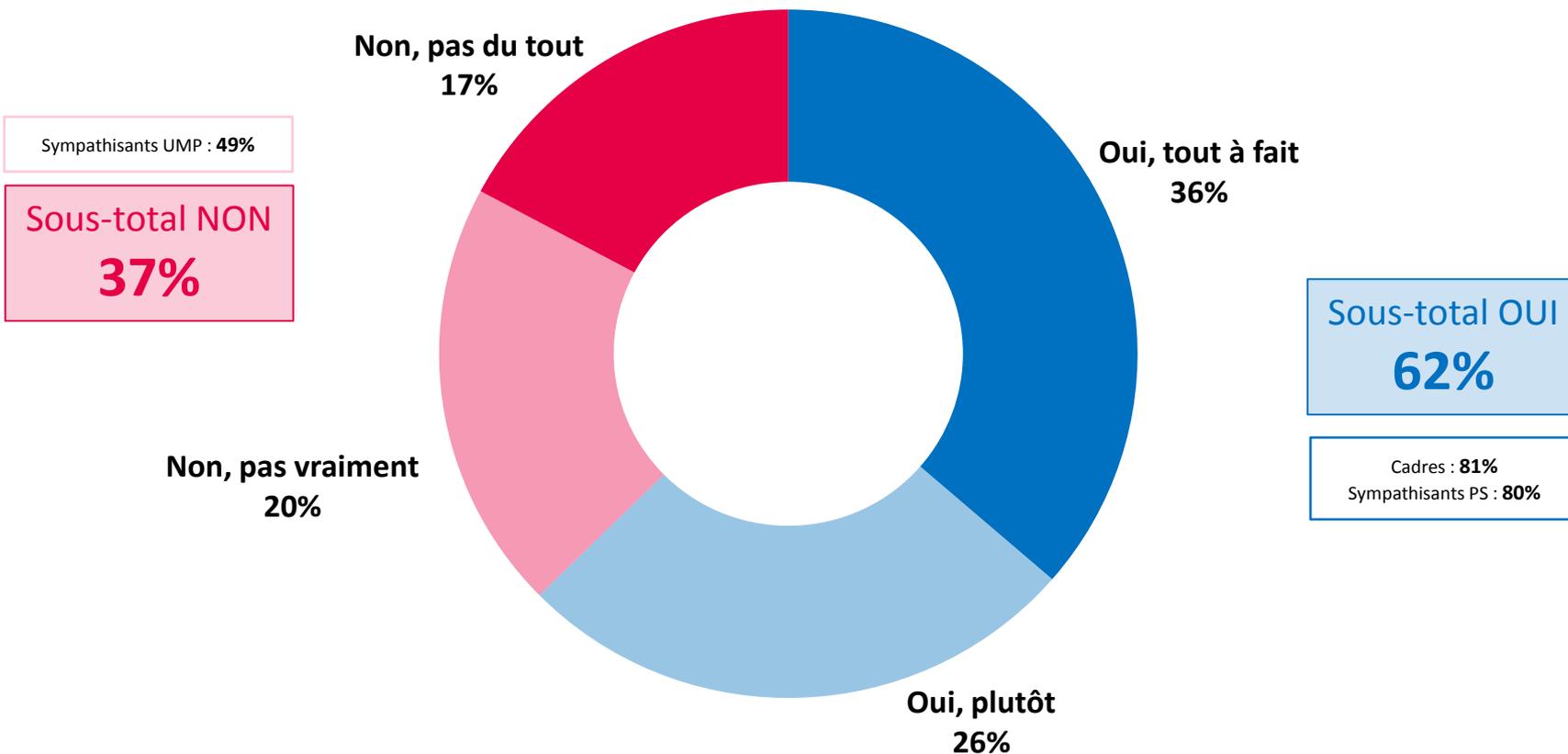


3. La réforme territoriale

La nécessité perçue de la réforme territoriale



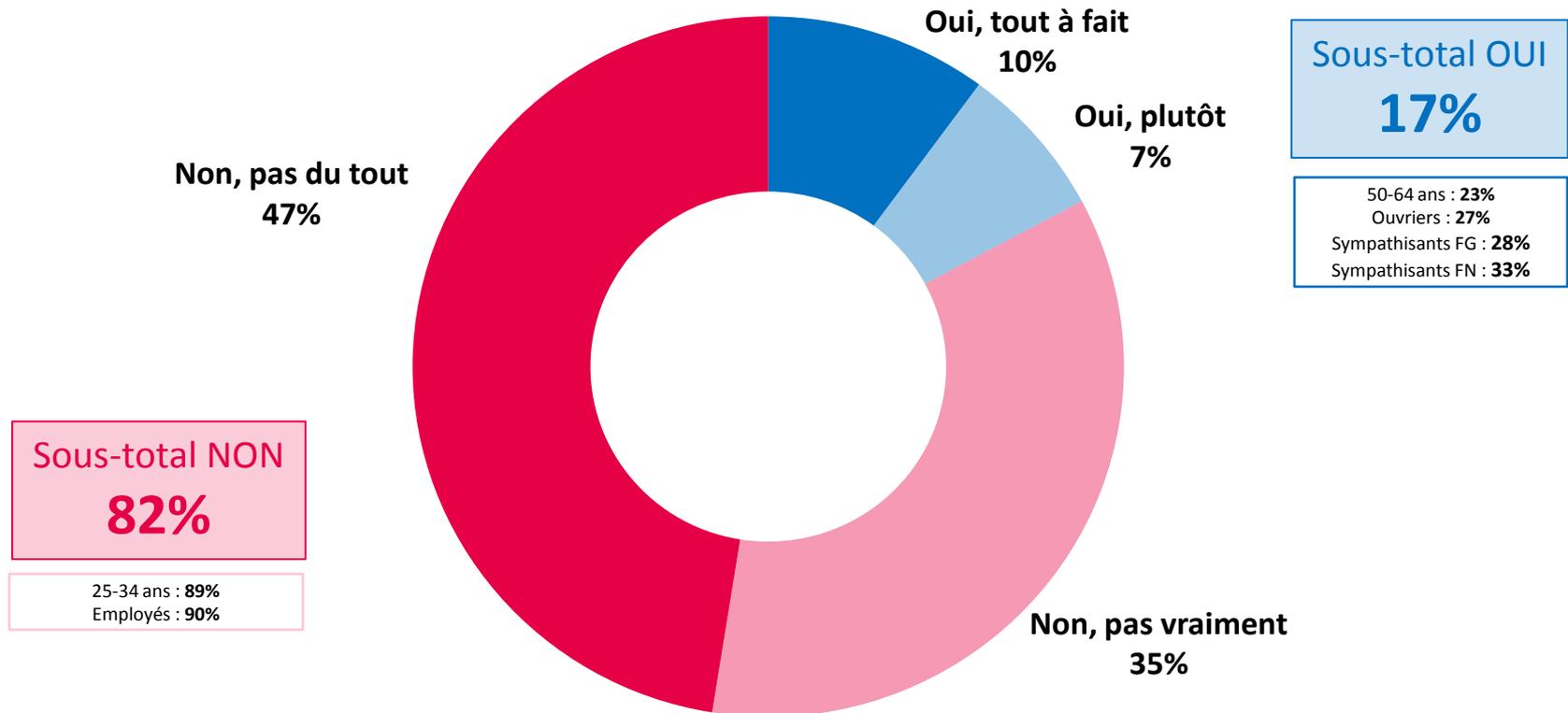
QUESTION - Le Gouvernement a annoncé un projet de réforme des collectivités territoriales. Selon vous, est-il nécessaire de réformer l'organisation administrative de la France (carte administrative, répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales) ?



La différence perçue des besoins selon les territoires



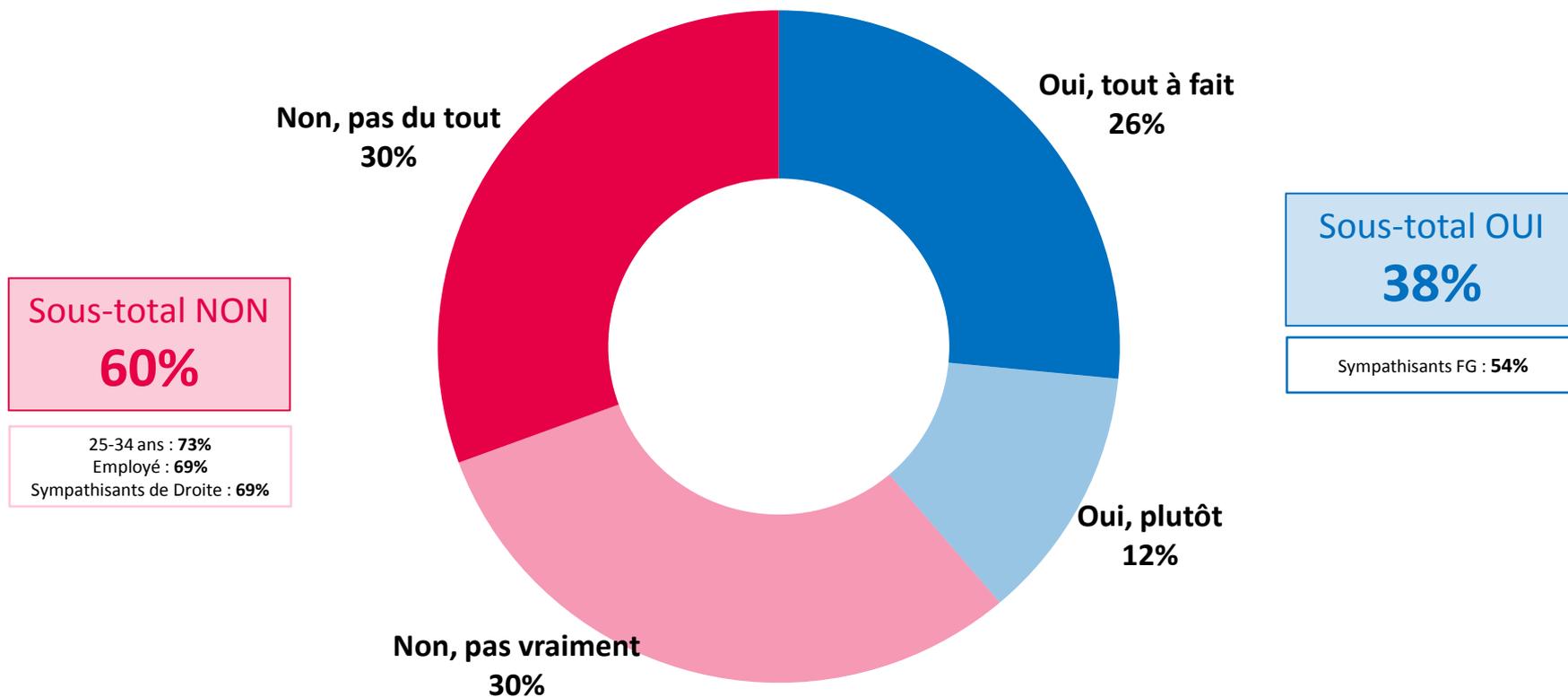
QUESTION - Pensez-vous que tous les territoires ont tous les mêmes besoins, que ce soit par exemple à Paris, Nice, en Bretagne ou en Aveyron ?



L'organisation des services publics dans les territoires



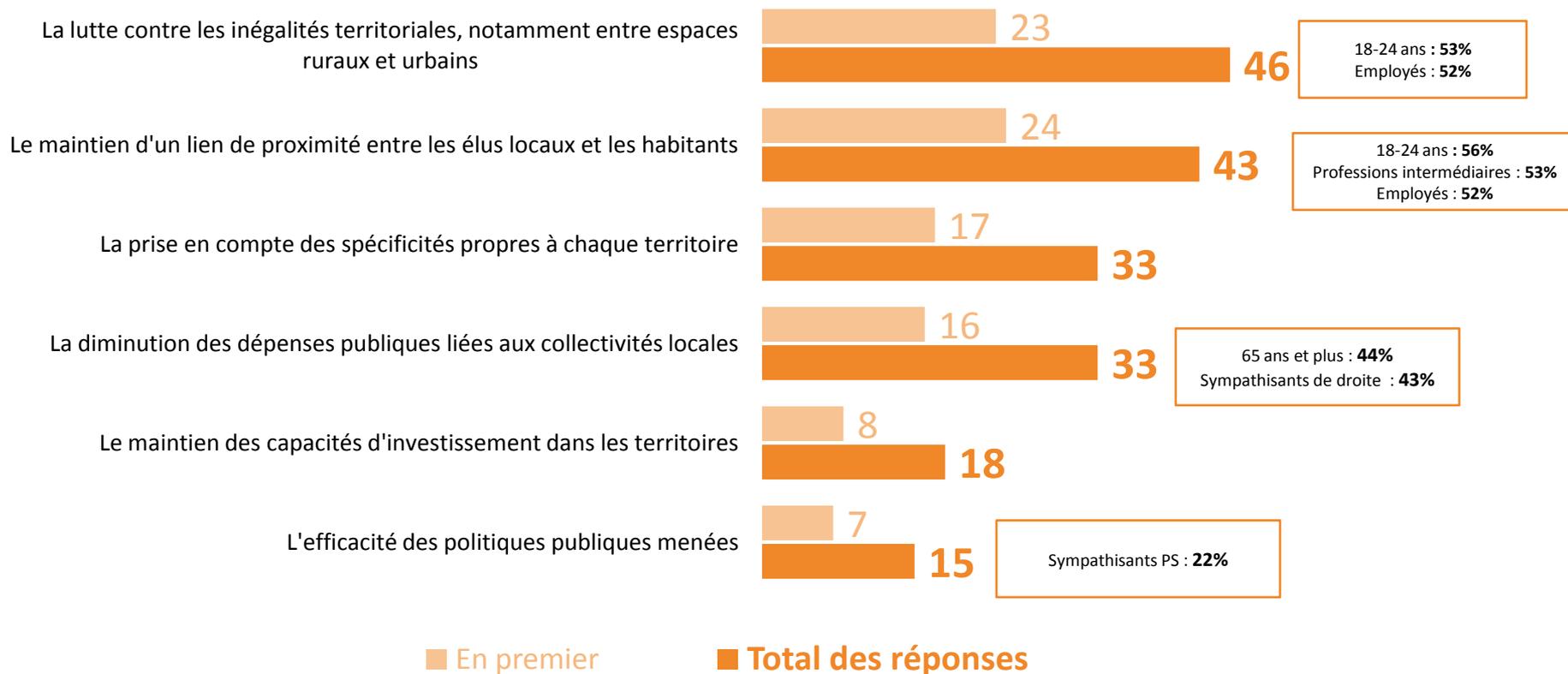
QUESTION - Et considérez-vous qu'il faille organiser les services publics de la même façon partout sur le territoire, que ce soit par exemple à Paris, Nice, en Bretagne ou en Aveyron ?



Les priorités attendues pour mener la réforme territoriale



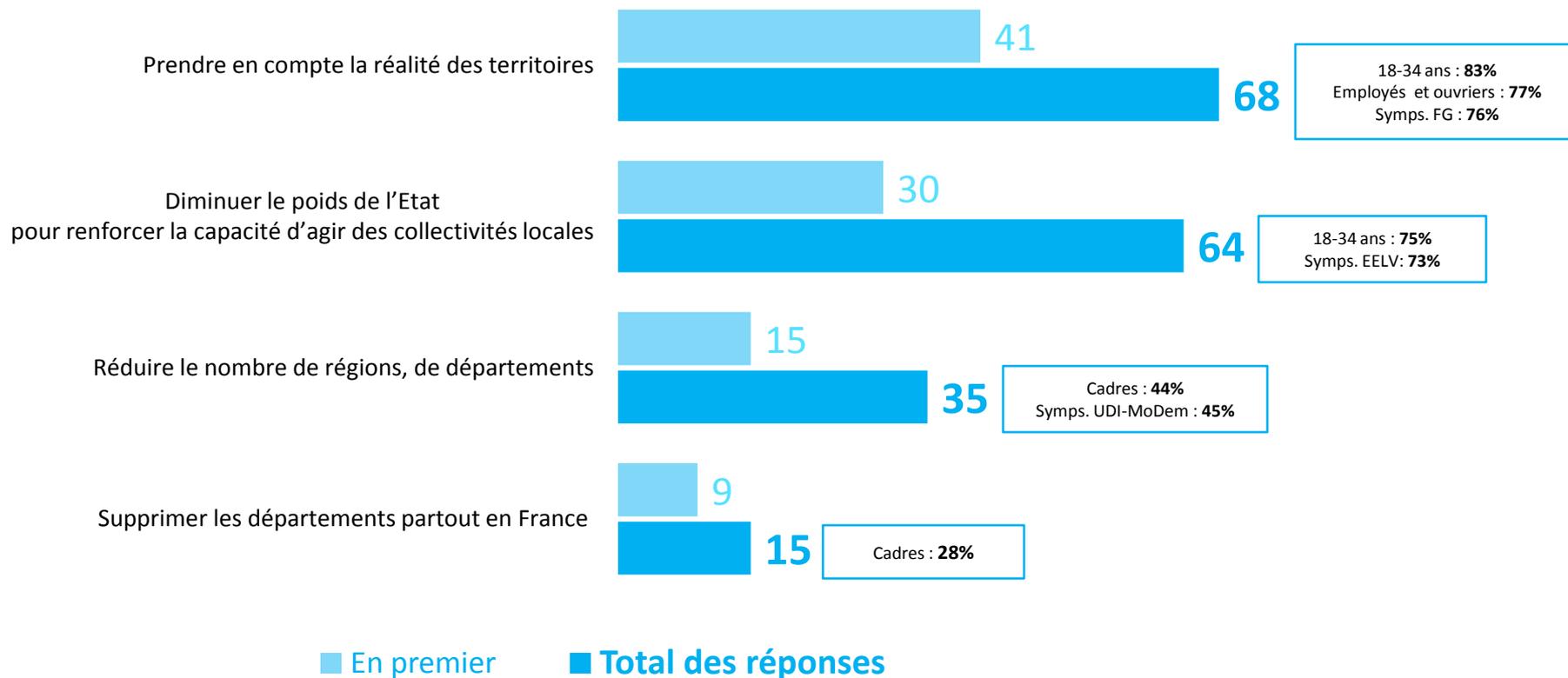
QUESTION - A votre avis, quels doivent être les éléments à prendre en compte en priorité par le Gouvernement pour réformer l'organisation administrative de la France ? *En premier ? En second ?*



Les directions à privilégier pour la réforme territoriale



QUESTION - En pensant au projet de réforme territoriale, quelle solution devrait-être étudiée en priorité ? *En premier ? En second ?*

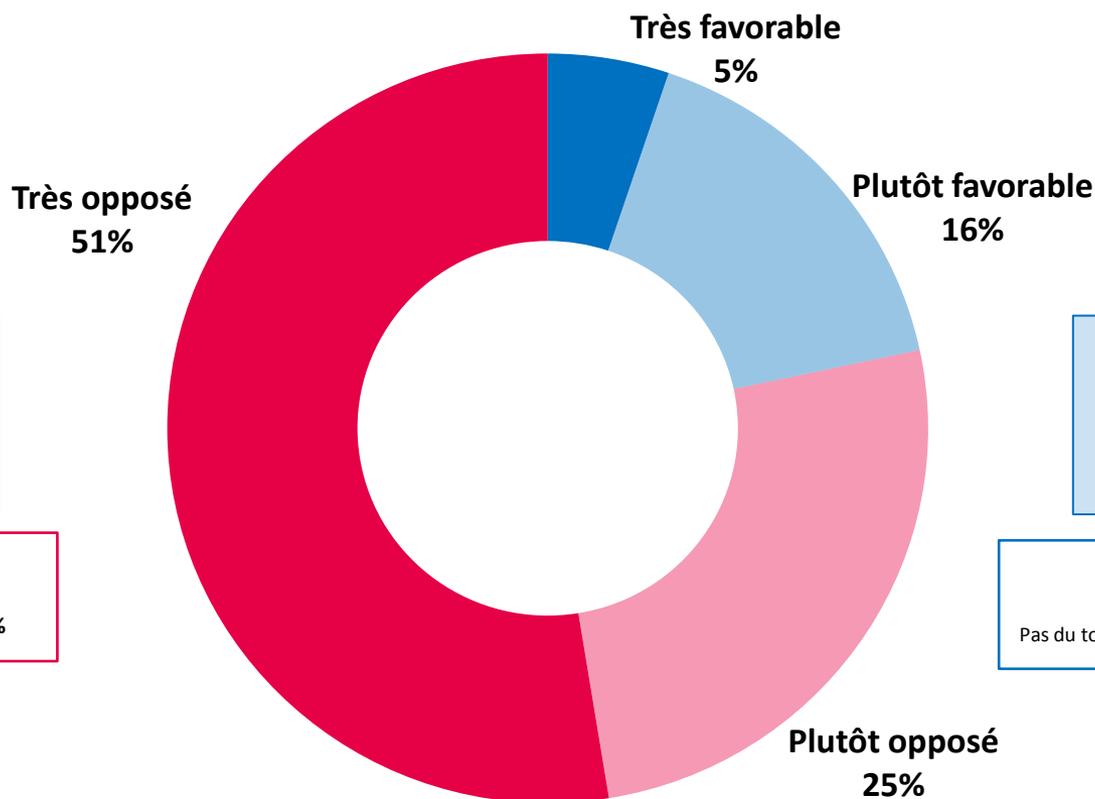


4. La réforme dans le département

L'opinion sur la suppression du département de l'Aveyron



QUESTION - Vous personnellement seriez vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, ou très opposé à ce que l'on supprime le département de l'Aveyron ?



Sous-total
Opposé
76%

18-34 ans : **83%**
Employés et ouvriers : **85%**
Très attachés au département : **89%**

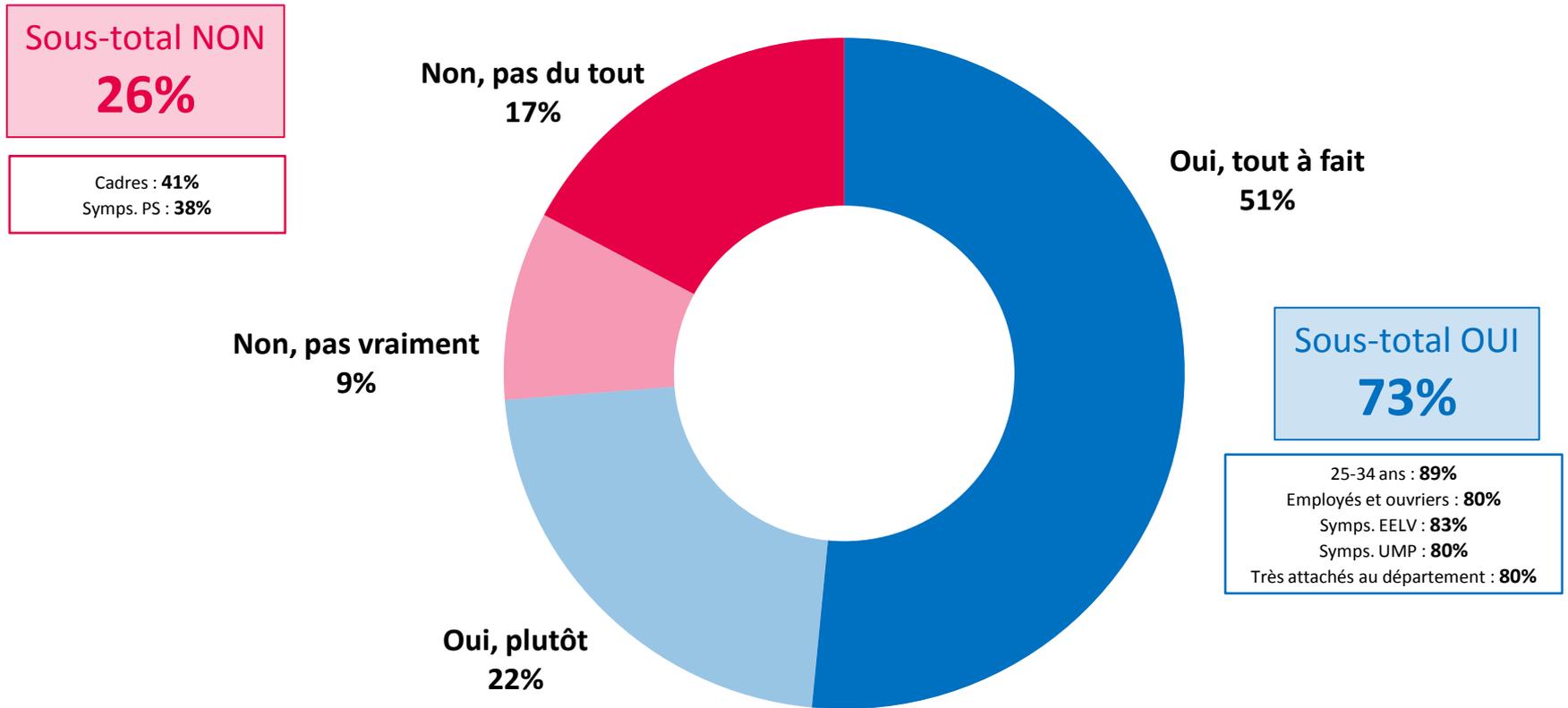
Sous-total
Favorable
21%

Cadres : **39%**
Symps. FG : **38%**
Pas du tout attachés au département : **52%**

Le souhait de consultation par référendum



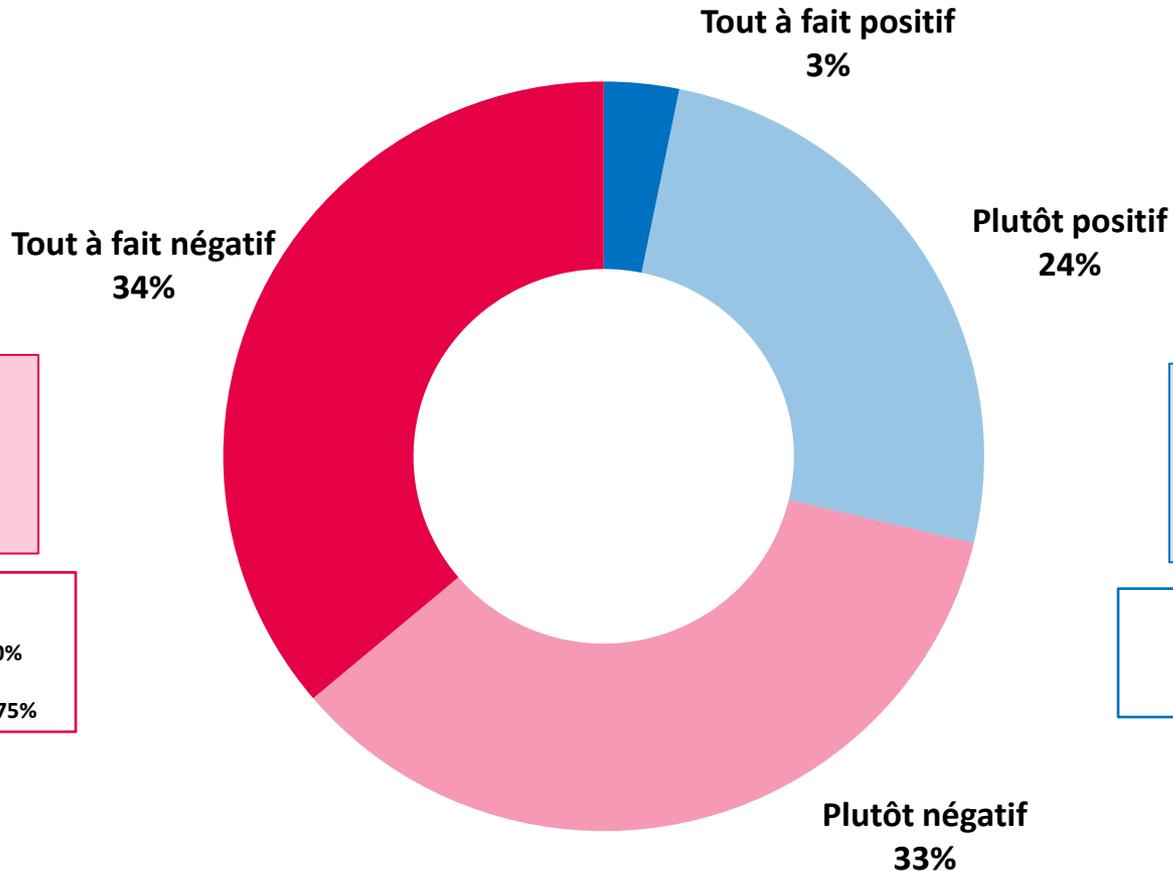
QUESTION - Si le gouvernement décidait de supprimer votre conseil général, souhaiteriez-vous être consulté par referendum ?



L'impact perçu de la suppression du département sur les services publics de proximité



QUESTION - Comment qualifieriez-vous l'impact de la suppression de votre département sur les services publics de proximité ? (transport scolaire, petite enfance, accompagnement des aînés, voirie ...) ?



Sous-total
Négatif
67%

18-34 ans : **80%**
Employés et ouvriers : **74%**
Professions intermédiaires : **80%**
Symps. EELV : **78%**
Très attachés au département : **75%**

Sous-total
Positif
27%

65 ans et plus : **36%**
Cadres : **42%**
Symps. UDI-MoDem : **40%**

Principaux enseignements

Principaux enseignements

Les habitants de l'Aveyron se montrent aujourd'hui attachés aux différentes collectivités locales agissant sur leur territoire. Plus de huit habitants sur dix se disent ainsi *attachés* à leur commune (87%), à leur département (84%) ou à leur région (80%). L'intercommunalité, dernière née parmi ces institutions, arrive en dernière position (65%). Dans le détail, **près d'un habitant sur deux (47%) est très attaché au département de l'Aveyron**, 44% à sa commune et 42% à sa Région.

Cet attachement aux collectivités locales se vérifie aussi dans la perception de leur **capacité à agir efficacement au quotidien**. Celles-ci sont ainsi de loin les acteurs publics auxquels les habitants font le plus confiance pour *améliorer leur quotidien* (73% des citations en premier, devant le gouvernement, 10%, et l'administration centrale, 7%), mais aussi pour *gérer efficacement l'argent public* (60% des citations, devant l'administration centrale, 18%, et le gouvernement, 9%). Dans la même optique, **une large majorité d'habitants (82%) de l'Aveyron estiment que tous les territoires n'ont pas les mêmes besoins et 60% pensent que les services publics ne peuvent pas être organisés de la même façon partout sur le territoire**, 38% sont de l'avis contraire.

Notons que **les habitants sont très partagés voire dubitatifs sur les bénéfices de la décentralisation** : 51% pensent qu'elle a permis *une meilleure gestion des services publics* (contre 45% ne le pensant pas), 46% *un meilleur accès de tous aux services publics* (contre 51%), et 42% que *les responsables politiques sont davantage à l'écoute des citoyens* (contre 57%).

Dans ce contexte, **une nette majorité d'habitants estiment qu'une réforme territoriale est souhaitable** : 62% d'entre eux jugent ainsi *nécessaire* la réorganisation administrative de la France (81% chez les cadres). Pour cette réforme, les Aveyronnais privilégient *la lutte contre les inégalités territoriales* (46%) et *le maintien d'un lien de proximité entre élus locaux et habitants* (43%). Ils souhaitent également de manière secondaire que soit prise en compte *la diminution des dépenses publiques et les spécificités propres à chaque territoire* (33% chacun). En termes de grandes orientations, **ils privilégient des solutions mettant en avant l'apport des collectivités locales** telles que *prendre en compte la réalité des territoires* (68% des citations) et *diminuer le poids de l'Etat pour renforcer la capacité d'agir des collectivités locales* (64%), signe que les collectivités locales restent pour eux le seul échelon capable d'intégrer ces paramètres. Notons toutefois que plus d'un tiers (35%) souhaitent *réduire le nombre de régions et de départements* et 15% *supprimer les départements partout en France* (28% chez les cadres).

En toute logique, près de huit Aveyronnais sur dix (76%) se disent opposés à la suppression de leur département, 51% y étant même « très opposés ». Une position sans doute en partie liée au fait que 67% d'entre eux estiment que cette suppression aurait un *impact négatif sur les services publics de proximité*, élément essentiel des politiques publiques à destination des citoyens.

Cette opposition s'accompagne d'un large souhait d'être consulté si le gouvernement venait à étudier ce projet, puisque 73% des interviewés aimeraient être consultés par référendum si c'était le cas. Ce besoin de démocratie à l'échelle locale rejoint d'ailleurs l'opinion selon laquelle le mauvais fonctionnement du système administratif français serait avant tout dû au fait que *les décisions sont prises sans consulter les citoyens*, idée partagée par 52% des Aveyronnais.



en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux
Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01